

“ADD VENTURE S.A.”

Société anonyme

Siège social: 26-28, rue Edward Steichen
L-2540 Luxembourg
(Grand-Duché de Luxembourg)
R.C.S. Luxembourg B 100274

NUMERO 4637/2016

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE – APPROBATION
DE FUSION - MODIFICATION ET REFONTE DES STATUTS DU 23
DECEMBRE 2016**

L'an deux mille seize, le vingt-troisième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Danielle **KOLBACH**, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire (l'“**Assemblée**”) des actionnaires de “**ADD VENTURE S.A.**”, une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 100274, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph **ELVINGER**, notaire alors de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 22 mars 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 596 du 10 juin 2004,

et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par ledit notaire Joseph **ELVINGER**, en date du 25 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1795 du 5 août 2011.

L'Assemblée est présidée par Madame Virginie **PIERRU**, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue.

La Présidente désigne comme secrétaire et l'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Christian **DOSTERT**, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente a déclaré et requis le

notaire instrumentant d'acter:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

ORDRE DU JOUR

1. Approbation du projet commun de fusion (le “Projet de Fusion”) en relation avec la fusion par absorption (la Fusion) de “CD Conseil S.à r.l.”, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 174755, en qualité de société absorbée (la “Société Absorbée”) par la Société en qualité de société absorbante (la “Société Absorbante” ensemble avec la Société Absorbée les “Sociétés Fusionnantes”);

2. Augmentation conséquente du capital social de la Société d'un montant de cinquante-neuf mille quatre cents euros (59.400,-EUR) pour le porter de son montant actuel de soixante-quatre mille euros (64.000,- EUR) à cent vingt-trois mille quatre cents euros (123.400,-EUR), par l'émission de cinq cent quatre-vingt-quatorze (594) actions avec une valeur nominale de cent euros (100,- EUR), avec une prime de fusion globale de douze millions quatre cent quarante-deux mille cinq cent treize euros (12.442.513,- EUR) en contrepartie du transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante;

3. Modification subséquente de l'article 5 des statuts;

4. Décision de procéder à la Fusion par absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante;

5. Décharge conférée au conseil d'administration de la Société ainsi qu'au réviseur aux apports désigné dans le cadre de l'augmentation de capital;

6. Changement de la dénomination sociale en “WEST 2E”;

7. Modification de l'objet social comme suit:

“La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer

à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

La Société pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social.

La Société pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.”

8. Insertion dans les statuts de la possibilité de démembrement des actions;

9. Modification du le régime de signature statutaire des administrateurs;

10. Refonte complète des statuts sans en modifier certaines de leurs caractéristiques essentielles, comme l'objet social, les dispositions du droit de préemption, l'année sociale ou la date de l'assemblée générale annuelle et afin de les mettre en conformité avec les dispositions en vigueur de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; et

11. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées “*ne varietur*” par les mandataires et les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

F) Que les dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, (la “**Loi**”) ont été respectées, à savoir:

- que le Projet de Fusion, acté par le notaire instrumentant, en date du 21 novembre 2016, a été publié au Recueil Electronique des Sociétés et Associations (“RESA”) le 23 novembre 2016 sous la référence RESA_2016_153.256, soit un mois avant les assemblées générales appelées à se prononcer sur le Projet de Fusion;

- que les actionnaires de la Société ont renoncé à l'exigence du rapport justificatif du conseil d'administration sur le Projet de Fusion prévu par l'article 265 de la Loi ainsi qu'au rapport de l'expert indépendant sur le caractère raisonnable et pertinent du rapport d'échange proposé dans le cadre de la Fusion tel que prévu par l'article 266 (1) de la Loi;

- que les documents exigés par l'article 267 de la Loi ont été déposés au siège social de la Sociétés un mois avant la date de la réunion des assemblées générales en vue de leur inspection par les actionnaires/associés.

Ceci constaté, l'Assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée décide d'approuver le Projet de Fusion tel qu'il a été publié au RESA le 23 novembre 2016 sous la référence RESA_2016_153.256.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée, compte tenu de la décision qui précède, décide d'augmenter le capital social d'un montant de **cinquante-neuf mille quatre cent euros (59.400,- EUR)** pour le porter de son montant actuel de **soixante-quatre mille euros (64.000,- EUR)** à **cent vingt-trois mille quatre cent euros (123.400,-EUR)**, par l'émission de **cinq cent quatre-vingt-quatorze (594)** actions avec une valeur nominale de **cent euros (100,- EUR)** chacune, entièrement libérées et jouissant des mêmes droits et obligations que les actions existantes, attribués aux actionnaires de la Société Absorbée avec une prime de fusion globale de douze millions quatre cent quarante-deux mille cinq cent treize euros (12.442.513,- EUR) en contrepartie du transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

Conformément aux articles 26-1 de la Loi, cet apport de fusion a fait l'objet d'une vérification par “**AUMEA PARTNER s.àr.l.**”, avec siège social à L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, agissant comme réviseur d'entreprises indépendant au Grand-Duché de Luxembourg, sous la signature de Madame Michèle **PEREZ**.

La conclusion dudit rapport est la suivante:

CONCLUSION

“Sur base des travaux réalisés, aucun fait n'a été porté à notre connaissance qui nous laisse à penser que la valeur globale de l'Apport ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie, augmentée de la prime de fusion.”

Ledit rapport, après avoir été signé “*ne varietur*” par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte afin d'être enregistré avec lui.

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de ce qui précède, l'Assemblée décide de modifier l'article 5 des Statuts afin de lui donner la teneur suivante:

“**Article 5.** Le capital social est fixé à **cent vingt-trois mille quatre cent euros (123.400,-EUR)**, représenté par **mille deux cent trente-quatre (1.234)** actions avec une valeur nominale de **cent euros (100,- EUR)** chacune, entièrement libérées.”

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée, ayant pris connaissance des documents susmentionnés et constatant que toutes les formalités légales ont été accomplies, décide de procéder

à la Fusion par absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante, avec prise d'effet lorsque les décisions concordantes des Sociétés Fusionnantes auront été adoptées, c'est-à-dire à la date des dernières résolutions des assemblées générales des actionnaires-associés respectifs des Sociétés Fusionnantes approuvant le Projet de Fusion, soit le 23 décembre 2016 (la “**Date de Prise d'Effet**”).

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide de donner décharge, pour autant que de besoin, aux membres du conseil d'administration pour les actes pris par eux dans le cadre de la Fusion jusqu'à la Date de Prise d'Effet ainsi qu'au réviseur aux apports désigné dans le cadre de l'augmentation de capital.

SIXIEME RESOLUTION

- L'Assemblée décide:
- de changer la dénomination sociale en “**WEST 2E**”;
- de modifier l'objet social et d'adopter en conséquence pour lui la teneur comme ci-avant reproduite sous le point 7 de l'ordre du jour;
- d'insérer dans les Statuts la possibilité de démembrement des actions; et
- de modifier le régime de signature statutaire des administrateurs et d'adopter en conséquence pour lui la teneur comme reproduite ci-après dans l'article 13 des Statuts ci-après refondus.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide de procéder à une refonte complète des Statuts afin de les mettre en conformité avec les dispositions actuelles de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et notamment avec les dispositions de la loi du 25 août 2006, introduisant, entre autres, la société anonyme unipersonnelle avec un administrateur unique, sans en modifier certaines des caractéristiques essentielles, comme les dispositions du droit de préemption, l'année sociale ou encore la date de l'assemblée générale annuelle.

Lesdits **STATUTS** auront désormais la teneur suivante:

I. NOM – DUREE – OBJET - SIEGE SOCIAL

Article 1. Il existe une société anonyme sous la dénomination de “**WEST 2E**” (la “**Société**”), régie par les présents statuts (les “**Statuts**”) ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la “**Loi**”).

Article 2. La durée de la Société est illimitée.

Article 3. La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

La Société pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social.

La Société pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Article 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

En conformité avec l'alinéa 2 de l'article 67-1 (1) de la Loi, l'administrateur unique ou le conseil d'administration est autorisé à transférer le siège social en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg et à effectuer les modifications subséquentes des Statuts.

La Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une simple décision du conseil d'administration de la Société ou, dans le cas d'un administrateur unique, par une décision de l'administrateur unique.

II. CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Article 5. Le capital social est fixé à **cent vingt-trois mille quatre cent euros (123.400,-EUR)**, représenté par **mille deux cent trente-quatre (1.234)** actions avec une valeur nominale de **cent euros (100,- EUR)** chacune, entièrement libérées.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.

Droit de préemption

Toute cession d'actions par un actionnaire à un tiers doit indiquer les nom, prénom et domicile du cessionnaire ou, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la forme et le siège social, le prix de cession ainsi que le nombre d'actions dont la cession est envisagée.

Le cédant doit notifier son projet de cession à la société par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du projet de cession, le conseil d'administration notifie aux actionnaires le projet de cession et les conditions de la cession projetée. Parallèlement, le conseil d'administration confiera à un réviseur indépendant, membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises du Grand-Duché de Luxembourg le mandat de fixer la valeur des actions à céder selon les usages en vigueur dans la branche. Ce réviseur disposera d'un délai de 2 mois pour remettre son rapport, lequel sera, dès réception, notifié aux actionnaires par les soins du conseil d'administration. Le conseil

d'administration est tenu de convoquer, dans un délai de 30 jours, une assemblée générale au cours de laquelle les actionnaires auront à statuer sur l'agrément du cessionnaire au prix déterminé par le réviseur et éventuellement de statuer sur l'agrément du cessionnaire. Si l'agrément est refusé, le cédant peut, dans les huit jours de l'assemblée générale, notifier à la société, par lettre recommandée, qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation, le conseil d'administration est tenu de faire acquérir les actions soit par des actionnaires, soit par des tiers agréés. Faute par le conseil d'avoir trouvé un actionnaire ou un tiers susceptible d'acquérir lesdites actions, l'agrément sera réputé acquis aux conditions fixées dans le projet de cession.

Toutes les notifications prévues par le présent article seront faites par courrier recommandé avec accusé de réception.

Article 6. Les actions de la Société sont et resteront nominatives.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

Les actions de la société sont et resteront nominatives.

Il est expressément prévu que la titularité de chaque action représentative du capital souscrit pourra être exercée:

- soit en pleine propriété;
- soit en usufruit, par un actionnaire dénommé usufruitier et en nue-propriété par un actionnaire dénommé nu-propriétaire.

En cas de démembrement de la propriété des actions, le droit de vote de l'usufruitier est limité aux décisions concernant l'affectation des bénéfices, toutes les autres décisions étant prises par le nu-propriétaire des actions.

Par ailleurs, les droits au titre des dividendes et autres distributions seront les suivants:

- les distributions de dividendes décidées lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'approbation des comptes et prélevées sur les postes du bénéfice distribuable (bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et augmenté du report bénéficiaire) reviennent à l'usufruitier en pleine propriété ;

• les distributions autres que celles prélevées sur les postes du bénéfice distribuable tel que défini ci-dessus reviennent au nu-propriétaire des titres sous réserve du droit de jouissance de l'usufruitier des titres, qui disposera d'un quasi-usufruit sur les sommes ainsi distribuées, à charge pour lui de les rendre au nu-propriétaire, à l'expiration de l'usufruit ;

Pour les droits non évoqués ci-avant, les droits attachés à la qualité de nu-propriétaire et conférés par chaque action sont ceux qui sont déterminés par le droit commun et en particulier le droit au produit de liquidation de la société.

La titularité de l'usufruit ou de la nue-propriété des actions sera matérialisée et établie de la façon suivante:

Si les actions sont nominatives, par l'inscription dans le registre des actionnaires:

- en regard du nom de l'usufruitier de la mention usufruit;
- en regard du nom du nu-propriétaire de la mention nue-propriété.

Si les actions sont au porteur:

- par le manteau des actions à attribuer au nu-propriétaire et;
- par les coupons des actions à attribuer à l'usufruitier.

En cas de vente de l'usufruit, étant entendu que celui-ci ne pourra être cédé qu'au nu-propriétaire, ou de la nue-propriété, la valeur de l'usufruit ou de la nue-propriété sera déterminée par voie d'expert selon la valeur économique.

Les actions démembrées ne pourront être nanties ou hypothéquées par les nu-propriétaires durant la vie des usufruitiers sans leur acceptation, à peine de nullité des nantissements ou hypothèques.”

III. ASSEMBLEES GENERALES DES ACTIONNAIRES

DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE

Article 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Article 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein

droit chaque année le 1^{er} vendredi du mois de mai à 11.00 heures au siège social de ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, télégramme, télex, téléphone ou tout autre moyen de télécommunication, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit. Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le “**Formulaire**”) envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes:

- a) le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) le nombre d'actions qu'il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) une mention de l'endroit et de la date de signature du Formulaire;
- h) la signature du Formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et

i) la déclaration suivante: “A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le formulaire est nul.”

L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le Formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le Formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le Formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le Formulaire primera.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

IV. CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Article 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence *pro tempore* de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication

permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Article 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Article 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres

agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Article 13. La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou d'un des administrateurs-délégués ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. SURVEILLANCE DE LA SOCIETE

Article 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. EXERCICE SOCIAL - BILAN

Article 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se termine le trente et décembre de la même année.

Article 16. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur

dividendes dans les conditions fixées par la Loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Des dividendes peuvent également être payés sur bénéfices reportés d'exercices antérieurs. Les dividendes seront payés en euros ou par distribution gratuite d'actions de la Société ou autrement en nature selon la libre appréciation des administrateurs, et peuvent être distribués à tout moment à déterminer par le conseil d'administration.

Le paiement de dividendes sera fait aux actionnaires à l'adresse indiquée dans le registre des actions. Aucun intérêt ne sera dû par la Société sur dividendes distribués mais non revendiqués.

VII. LIQUIDATION

Article 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. MODIFICATION DES STATUTS

Article 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. DISPOSITIONS FINALES - LOI APPLICABLE

Article 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et personne ne demandant la parole, la Présidente a ensuite clôturé l'Assemblée.

DECLARATION

Le notaire soussigné atteste, conformément à l'article 271 (2) de la Loi, l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société et du Projet de Fusion.

FRAIS

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à cinq mille six cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Redange-sur-Attert, en l'Etude du notaire instrumentant, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms,

prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire,
le présent acte.

(Signé) : C. DOSTERT, D. KOLBACH

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 27 décembre 2016

Relation : DAC/2016/18454

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) Jeannot THOLL

POUR EXPEDITION CONFORME

Délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 09 janvier 2017